

Sont exclus :

- les modifications architecturales auxquelles les propriétaires des édifices publics doivent se soumettre afin de se conformer au Code national du bâtiment;
- les outils de travail normalement nécessaire pour effectuer l'emploi, par exemple un ordinateur;
- l'achat et l'installation d'un ascenseur dans un édifice public;
- les travaux de rénovation et de décoration effectués concurremment à l'adaptation du lieu de travail;
- les frais supplémentaires d'assurance et de taxes que pourrait occasionner l'adaptation du poste de travail.

5.2.2 Renouvellement de l'adaptation

Un renouvellement de l'adaptation est admissible dans le cas où la personne a obtenu un autre emploi ou effectue d'autres tâches respectant ses limitations fonctionnelles reconnues par la Société, lesquelles exigent une adaptation du poste de travail qui comporte des gains pour la personne et permet à la Société d'économiser sur les coûts d'indemnisation.

5.2.3 Entretien, réparation et remplacement

Sont remboursables :

- les frais d'entretien, de réparation et de remplacement des appareils de levage et des équipements spécialisés incluant la rampe d'accès s'ils sont détériorés à la suite d'un usage normal et s'ils ne sont plus couverts par la garantie de base du fabricant et de l'installateur;
- les frais de réparation et de remplacement des équipements remboursés par la Société lors de dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'inondation, etc., s'ils ne sont pas couverts par une compagnie d'assurance privée.

6. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.1 ÉVALUATION ET RECOMMANDATION PROFESSIONNELLE

- Toute demande d'adaptation d'un poste de travail doit être accompagnée d'un rapport d'évaluation établissant le lien entre les incapacités de la personne accidentée et les obstacles qu'elle rencontre qui sont liés à l'accès et à l'usage de son poste de travail, ainsi que des recommandations relatives aux adaptations et équipements nécessaires. L'évaluation et la recommandation professionnelle doivent être effectuées par un professionnel qualifié.
- Lorsque le projet d'adaptation du poste de travail est finalisé, une vérification par le professionnel est requise pour s'assurer de l'adéquation entre l'adaptation livrée et celle autorisée et valider si l'adaptation répond aux besoins fonctionnels de la personne accidentée.